

“J-Call:” Un Appel à la Mauvaise Foi

Par Emmanuel Navon¹

Lancer un « Appel à la Raison » sous-entend que l’appelant est plus rationnel que l’appelé. La lecture du texte de J-Call confirme ce sous-entendu. À deux reprises, ses auteurs disent « nous savons » au lieu de « nous pensons » (que la construction juive au-delà de la ligne verte constitue une « faute morale » et que la solution de deux États pour deux nations est la seule possible). Puis, tout en admettant que c’est aux Juifs d’Israël de décider de leur destin, les auteurs du J-Call leur conjurent de prendre « la bonne » décision. Donc les auteurs du J-Call ne cherchent pas à engager un débat mais à déclarer la vérité qu’ils disent détenir. Ils conseillent aux Israéliens de comprendre par eux-mêmes quelle est cette vérité et souhaitent les aider à voir la lumière en créant un mouvement de pression en Europe.

Se déclarer détenteur la vérité est un signe de faiblesse. Comme l’a bien expliqué Karl Popper, les totalitarismes du vingtième siècle sont tous nés de la tentative d’éliminer l’incertitude en politique. Qu’il s’agisse du philosophe-roi de Platon, de l’historicisme de Hegel, ou du socialisme « scientifique » de Marx, l’idée est la même : le débat n’est pas entre différentes opinions mais entre ceux qui comprennent et ceux qui ne comprennent pas. Et comme la vérité est une, tous les moyens sont permis pour l’imposer à ceux qui tentent d’y faire obstacle. La violence utilisée par les totalitarismes du vingtième siècle constituait l’admission d’une faiblesse : S’il suffit de sortir de la grotte pour voir la lumière, pourquoi tuez les non-voyants ?

Non pas que je compare les auteurs du J-Call aux dictateurs du vingtième siècle. Mais je compare deux types d’arrogances qui ont en commun cette tentative d’éviter le débat en déclarant d’avance que a raison et en tentant d’intimider ceux qui oseraient en douter.

Si les auteurs du J-Call avaient effectivement raison, on pourrait excuser leur assurance et leur reprocher tout au plus de se pavaner dans leur victoire. Mais ils défendent une théorie qui ne cesse d’être contredite par les faits.

Cette théorie consiste à dire que le conflit Israélo-palestinien est soluble sur la base d’un retour au statu quo ante de juin 1967. Si tel est le cas, comment se fait-il qu’il n’y avait pas de paix entre Israël et les Palestiniens avant 1967 ? Et comment se fait-il que les Palestiniens aient rejeté tous les compromis territoriaux depuis 1937 ?

Les Palestiniens ont rejeté le partage de l’ancien Mandat britannique en deux États à six reprises : en 1937 (Commission Peel), en 1947 (proposition de l’UNSCOP), en 1979 (Accords de Camp David), en juillet 2000, en décembre 2000, et en novembre 2008.

À Camp David, en juillet 2000, Ehud Barak accepta l’établissement d’un État palestinien sur la totalité de la Bande de Gaza, sur 91% de la Judée-Samarie, le partage de Jérusalem, et un fonds de compensation pour les réfugiés palestiniens. Arafat rejeta l’offre sans faire de contre-proposition.

En décembre 2000, le Président Clinton soumit à Israël et aux Palestiniens un plan de paix prévoyant l’établissement d’un État palestinien sur la totalité de la Bande de Gaza et sur 95% de la Judée-Samarie avec une compensation territoriale israélienne, la division de la Vieille Ville de Jérusalem avec une

¹ Maître de Conférences en Relations Internationales à l’Université de Tel-Aviv.

souveraineté palestinienne sur le Mont du Temple, et la renonciation palestinienne au "droit au retour."
Le "Plan Clinton" fut accepté par le gouvernement israélien et rejeté par l'Autorité palestinienne.

En novembre 2008, le Premier Ministre israélien Ehud Olmert proposa à Mahmoud Abbas l'établissement d'un État palestinien sur la totalité de la Bande de Gaza, sur 97% de la Judée-Samarie avec une compensation territoriale israélienne de 3%, l'internationalisation du Mont du Temple, et l'acceptation par Israël d'un millier de réfugiés palestiniens. Mahmoud Abbas rejeta l'offre. Non seulement il la rejeta, mais il déclara au *Washington Post* en mai 2009 que la proposition d'Éhud Olmert montre à quel point le fossé entre Israël et les Palestiniens reste "énorme."

L'historien israélien Benny Morris, connu tant pour sa monumentale histoire du conflit israélo-arabe que pour son livre sur les réfugiés palestiniens et son rôle fondateur dans la « nouvelle historiographie » israélienne, a toujours été adepte de la paix avec les Palestiniens sur la base d'un retour au statu quo ante de 1967. Il a systématiquement refusé de remplir ses périodes de réserve militaire dans les territoires et fut longtemps fustigé par l'establishment comme un renégat d'extrême gauche. L'an dernier, Morris a publié un livre nommé *One State, Two States* dans lequel il retrace l'histoire de l'acceptation et du refus du partage par les Juifs et par les Arabes depuis les années 1930. Il conclut que les Juifs ont accepté le partage en 1937 et en 1947, ont brièvement rêvé d'un « Grand Israël » dans les années 1980 et sont revenus à l'idée de partage depuis. Les Arabes, quant à eux, n'ont jamais accepté le principe de deux États pour deux nations. Et ils s'en éloignent aujourd'hui plus que jamais sous l'effet d'une islamisation et d'une radicalisation croissantes, et convaincus qu'ils sont que la démographie arabe ainsi que la bombe iranienne leur donneront raison.

D'un côté, Morris est convaincu qu'il n'y pas d'alternative à la solution de deux États pour deux nations. Mais d'un autre côté, il pense que cette solution n'est pas applicable parce que les Palestiniens la rejettent.

Morris n'est pas parvenu à cette conclusion pour des raisons idéologiques. Peu de gens maîtrisent comme lui l'histoire du conflit israélo-arabe, et il a toujours milité pour la paix. Il admet simplement les faits à contrecœur. À la fin de son livre, Morris tente tout de même de garder l'espoir en proposant un retour à la « solution jordanienne. » Mais puisque ni les Palestiniens ni la Jordanie ne veulent de cette solution, il s'agit là d'un vœu pieux. Autrement dit, il n'y a pas d'alternative à une solution qui ne fonctionne pas.

Moi-même, j'étais partisan dans le passé du processus d'Oslo et de la solution des deux États. Jusqu'au moment où j'ai fini par comprendre que les Palestiniens déclarent leur acceptation de cette solution pour des raisons tactiques, mais continuent de la rejeter dans les faits. D'abord il y eu le discours d'Arafat à la mosquée de Johannesburg le 23 May 1994, dans lequel il compara les Accords d'Oslo au Traité de Hudaibiya (signé en 628 par Mahomet pour des raisons tactiques afin de mieux détruire l'ennemi). Puis cette interview d'Azmi Bishara au journal *Haaretz* le 29 mai 1998 dans lequel il explique que les Palestiniens ne feront jamais la paix avec Israël sur la base du statu quo ante de 1967, mais sur celle du statu quo ante de 1947. Ou encore l'interview de Faisal Hussein publiée dans *Al-Arabi* le 24 juin 2001, dans lequel il admet que les Accords d'Oslo n'étaient qu'un cheval de Troie pour détruire Israël de l'intérieur.

La liste est plus longue et les faits ont confirmé qu'il ne s'agissait pas de simples déclarations. La raison pour laquelle le conflit est insoluble est que les Israéliens sont prêts à revenir au statu quo ante de 1967 alors que les Palestiniens veulent revenir au statu quo ante de 1947.

C'est ce que les auteurs du J-Call refusent d'admettre, et c'est pourquoi je les accuse de mauvaise foi.

Je comprends et partage leur frustration. Mais ce n'est pas parce que le statu quo est démographiquement intenable et moralement douteux qu'il existe une solution. Par ailleurs, il est naïf est absurde d'attendre des Palestiniens qu'ils nous aident à sortir du piège qu'ils nous ont eux-mêmes tendu. En effet, le cauchemar d'Israël est le rêve des Palestiniens : jouer la carte du temps et de la démographie. Donc ce n'est pas seulement que les auteurs du J-Call nient les véritables intentions des Palestiniens ; ils pensent en plus que les Palestiniens voudront bien mettre fin à une stratégie qui ne cesse de leur donner raison uniquement pour calmer les inquiétudes existentielles d'Israël.

La gauche antisioniste est plus logique et intellectuellement plus honnête que la gauche sioniste car elle admet le fait que, pour les Arabes, le « pêcher originel » n'est pas 1967 mais 1948. Au moins, la gauche antisioniste ne se ment pas à elle-même.

Faire « porter le chapeau » aux Juifs qui vivent au-delà des lignes d'armistice de 1949 est facile et malhonnête. Certes, la plupart d'entre eux s'opposent à la solution de deux États. Mais l'état de guerre sévissait entre Israël et les Palestiniens (entre 1949 et 1967) avant même que le premier Juif ne franchisse la « ligne verte. » Et si la présence de Juifs au-delà de cette ligne verte est la source du conflit, comment se fait-il que les Palestiniens aient redoublé leurs tirs de roquettes contre Israël après le retrait israélien de la Bande de Gaza en août 2005 ?

C'est parce que les auteurs du J-Call savent au fond d'eux-mêmes que leur théorie est fautive qu'ils font porter la responsabilité du conflit aux « colons » honnis. Comme l'avait expliqué Azmi Bishara dans son interview susmentionnée, la gauche sioniste se trompe si elle pense que le conflit sera résolu sur la base de 1967. Il ne le sera que sur la base de 1947 –d'où l'insistance des Palestiniens sur le soi-disant « droit au retour. »

Au lieu de continuer de se leurrer, la gauche sioniste ferait mieux d'unir les rangs face à l'ennemi avec ceux qui, à droite, sont eux-mêmes revenus de leurs illusions. Les aspirations pacifistes de la gauche sioniste ne sont pas moins naïves que le maximalisme territorial de la droite dure. Au lieu de renforcer l'unité du peuple juif et la solidarité nationale israélienne face à ce double constat, certains Israéliens vont solliciter l'aide de Bruxelles pour cautionner leur malhonnêteté intellectuelle. En tant que professeur d'Université et ancien ambassadeur, Barnavi a accès à tous les médias israéliens pour faire entendre sa voix. Il aurait pu se faire élire à la Knesset sans aucun problème. S'il croit à ses idées, pourquoi ne les défend-t-il pas la tête haute en Israël ? Parce qu'il sait que ses idées ont échoué et parce qu'il fait passer son statut social et intellectuel en Europe avant les intérêts de son pays.

Le raisonnement des auteurs du J-Call est sophiste : parce que le statu quo est intenable, disent-ils, il faut une solution. Mais intenable pour qui ? Uniquement pour Israël. Les Palestiniens, eux, veulent faire perdurer ce statu quo pour en arriver à la « solution sud-africaine. » Le fait que le statu quo soit intenable pour Israël ne signifie pas qu'il y ait une solution. Par ailleurs, la résolution pacifique du conflit (que j'estime impossible) n'est pas requise pour mettre fin à l'actuel statu quo.

Israël n'a pas besoin de l'accord des Palestiniens pour mettre fin au statu quo. Si c'est la menace démographique qui émeut les auteurs du J-Call, cette menace peut être désamorcée sans un accord de paix. De la même manière qu'Israël n'a pas eu besoin de l'accord des Palestiniens pour se séparer physiquement de la Bande de Gaza, Israël n'a pas besoin de l'accord des Palestiniens pour se séparer physiquement d'une majeure partie de la Judée-Samarie. Techniquement, Israël peut se retirer unilatéralement de la majeure partie de la Judée-Samarie et terminer la barrière de séparation. Ce ne sera pas la paix, mais la menace démographique aura été neutralisée. La Judée-Samarie se transformera

sans aucun doute en une base terroriste comme la Bande de Gaza, mais Israël pourra faire face à cette menace après avoir achevé son système de protection en cours.

Israël cessera d'être l'otage des Palestiniens, qui font tout pour empêcher un accord de paix et pour gagner du temps. Le conflit ne sera pas résolu, mais il sera géré. Il n'y aura pas de solution, mais le statu quo sera vivable.

Le statu quo sera semblable à celui qui prévaut à Chypre. Les Grecs et les Turques de Chypre ne vivent pas en paix, mais ils vivent dans leurs propres souverainetés politiques et sont séparés par un mur. L'Union Européenne, en admettant Chypre en 2004, a prouvé qu'elle était prête à admettre ce statut quo. Le monde tolère les conflits insolubles, tant que ces conflits sont tolérables.

Israël est la « success story » du vingtième siècle en dépit de son conflit centenaire avec les Palestiniens, et Israël continuera, au vingt-et-unième siècle, d'être un pays de prouesses et de succès en dépit de l'absence de paix avec les Palestiniens. Les Palestiniens, eux, continueront d'accuser les Juifs de tous leurs malheurs et de ceux du monde, mais leur pression démographique sera dirigée vers la Jordanie et l'Égypte.

Idéologiquement et émotionnellement, cette politique (que j'estime inévitable) me fait horreur. Mais c'est par réalisme que j'ai fait mon travail de deuil. Et c'est par narcissisme que les auteurs du J-Call n'ont pas fait le leur.